

La police promet une lutte «décomplexée»

> **Genève** Le dispositif Alpha se déploie sur le territoire des dealers et des violences

> La hiérarchie tire un premier bilan



Monica Bonfanti, cheffe de la police cantonale.



Christian Cudré-Mauroux, chef des opérations.

Fati Mansour

Pierre Maudet n'était pas présent mais son ombre a plané tout au long de l'exposé. Et pour cause. La hiérarchie de la police genevoise a convoqué la presse, ce lundi, pour dire avec quelle détermination la volonté du ministre de la Sécurité, associée à celle du procureur général Olivier Jornot, est mise en musique sur le terrain des opérations. Baptisé «Alpha», le nouveau dispositif s'est déjà attaqué à deux des maux qui gangrènent la voie publique: les violences et le trafic de stupéfiants. Avec un certain succès, assurent en chœur ses concepteurs, après avoir tiré le bilan des contrôles et arrestations du mois d'octobre.

«On essaie autre chose de façon décomplexée.» La cheffe de la police, Monica Bonfanti, a détaillé ce premier plan de lutte contre la criminalité. Celui-ci est un mélange d'opérations déjà existantes («Mousquetaires» contre les petits voleurs, «Hydra» contre les trafics d'héroïne et «Rempart» pour cal-

mer la Vieille-Ville) et de nouvelles actions ciblées avec leurs appellations plus ou moins exotiques. Alpha est ainsi enrichie de «Tembo» (lutte contre le trafic de cocaïne), «Basilic» (contrôles renforcés autour de la gare et de l'église Notre-Dame), «School» (surveillance des préaux) et, plus original, «Points de contact» (présence accrue de patrouilles dans des endroits sensibles du canton et ce, durant au moins trente minutes par jour).

Pour ceux qui en auraient perdu leur latin en chemin, la rhétorique guerrière du lieutenant-colonel Christian Cudré-Mauroux, qui occupe depuis le 1er septembre le poste très stratégique de chef des opérations, donne un aperçu brut du conflit. La police privilégie désormais la recherche du renseignement pour concentrer ses efforts en fonction de thématiques particulières et sur les territoires où se déploie

l'ennemi, poliment appelés «actions adverses». Pour l'heure, il s'agit essentiellement d'une carte des rassemblements roms et des regroupements de dealers et de voleurs maghrébins, voire albanais. «On va les encourager à aller se faire pendre ailleurs», ajoute le haut gradé.

En chiffres, le dispositif Alpha se traduit par un nombre croissant de contrôles. Il y en a eu 1581 durant le mois d'octobre, dont 956 au centre-ville, sur un total de 3090. Par rapport à la moyenne des mois écoulés, l'augmentation globale est de 54% à l'échelle du canton et de 31% pour le centre.

Ces contrôles ont donné lieu à 123 arrestations (dont 50 liées au trafic d'héroïne et 20 à la cocaïne). Au total, la police a procédé à un record de 542 arrestations le mois dernier, dont 190 des personnes concernées, encore un record, ont fini à la prison déjà bien surpeuplée de Champ-Dollon.

Monica Bonfanti se défend toutefois de viser une logique uniquement répressive. «Les 300 heures de présence policière visible aux points de contact n'ont engendré qu'une seule arrestation», relève cette dernière. Durant ces 585 visites en uniforme, la police a procédé à 468 contrôles, 13 saisies de stupéfiants, 496 contrôles de véhicules, et infligé amendes d'ordre (211) et contraventions (22).

Le dispositif Alpha a également permis de mettre la main sur 25 délinquants, condamnés par ordonnance pénale à une peine ferme mais dont les subtilités de la nouvelle procédure reportent l'incarcération au moment où la décision entre en force. Ceux-ci sont compris dans le nombre global des mises en détention.

La police a également établi un nouveau et plus large périmètre d'interdiction, qui couvre quasiment toute la ville, pour les indésirables qui se sont déjà fait pincer une fois. Une révision de la loi autorise désormais une exclusion jusqu'à 12 mois et pour des motifs autres – lésions corporelles, rixe, agression, vol, brigandage, dommages à la propriété – que le trafic de drogue. Les stupéfiants constituent toutefois encore la majorité des 15 interdictions prononcées, dont 2 ont été déjà suivies d'une récidive.

Pour Christian Cudré-Mauroux, le maître mot du dispositif reste «élasticité». Grâce à la nouvelle organisation, née de la réforme Phénix, le chef des opérations a une

vue globale qui permet une plus grande souplesse et donc une meilleure réactivité. Ce d'autant plus que les effectifs n'ont pas évolué et que la hiérarchie doit faire mieux avec les mêmes ressources. «Il faut pouvoir adapter notre action en permanence, anticiper les espaces problématiques et se repositionner en s'appuyant sur des petites équipes plus mobiles», précise-t-il. Sans oublier une collaboration renforcée avec d'autres acteurs de la sécurité.

Le mois de décembre sera dédié à la lutte contre les braquages et les excès routiers

Oubliée, la lutte contre les cambriolages décriée priorité immédiate par le pacte politico-judiciaire? Pas du tout, rassure la police, qui communiquera son plan et ses mesures de «durcissement de la cible» au mois de décembre. Une fin d'année qui sera également dédiée à la lutte contre les braquages et les excès routiers. Les malfaiteurs ne vont pas forcément attendre Noël pour passer à l'action, comme le démontre l'attaque d'un supermarché du quartier de Florissant lundi matin. Ultime promesse du jour: la police informera chaque mois sur la situation. Sur ce surplus de communication, l'ombre de Pierre Maudet plane aussi.

Un successeur pour Thierry Béguin

> **Justice** Nouveaux candidats à élire

Denis Masmejan

Le parlement élira le 12 décembre deux nouveaux membres de l'autorité de surveillance du Ministère public de la Confédération. Les deux élus seront appelés à remplacer le Neuchâtelois Thierry Béguin et le Saint-Gallois Niklaus Oberholzer, qui ont annoncé leur démission pour la fin de l'année, indique Katrin Marti, la secrétaire de la Commission judiciaire au parlement fédéral. Thierry Béguin, qui a été procureur général de son canton, conseiller aux Etats et conseiller d'Etat, a fait valoir des raisons d'âge. Président du Tribunal cantonal de Saint-Gall, Niklaus Oberholzer, lui, a été élu au Tribunal fédéral et doit dès lors quitter l'autorité de surveillance.

La Commission judiciaire a procédé à la sélection des nouveaux candidats et a émis des recommandations, pour l'heure confidentielles, actuellement en consultation auprès des groupes parlementaires. Elle ne rendra publiques ses propositions qu'à l'issue d'une séance ultérieure, prévue le 29 novembre.

En place depuis 2011, l'autorité de surveillance du Ministère public fédéral a été créée après le grave conflit qui avait opposé Christoph Blocher au procureur général de l'époque, Valentin Roschacher.

Panorama

Suisse

Sécurité: soutien à Genève

La Confédération et le canton de Genève ont signé lundi un contrat prévoyant le versement de 3,2 millions de francs, pour contribuer à renforcer la sécurité de la Genève internationale sur la période 2013 à 2016. Berne répond ainsi à une demande du canton de faire un effort supplémentaire. (ATS)

Procédures fiscales en retard

La Suisse accumule du retard dans ses réponses aux demandes de la France concernant des évadés fiscaux présumés. En cause, l'information aux personnes concernées par ces demandes, que la Suisse se doit légalement d'avertir. (ATS)

Conseil central islamique à Fribourg

Le Conseil central islamique suisse (CCIS) pourra tenir sa conférence annuelle le 15 décembre à Forum Fribourg. Le préfet de la Sarine vient de lui accorder son feu vert, mais il l'a assorti de réserves et transmis le dossier d'un orateur saoudien à l'Office fédéral des migrations. (ATS)

Gothard rouvert

La ligne ferroviaire du Gothard est à nouveau ouverte au trafic des voyageurs et des marchandises depuis dimanche. Le dérangement entre Erstfeld et Göschenen a pu être supprimé. (ATS)

Berne

Nationaliste poursuivi

La communauté islamique de Langenthal a fait recours contre l'acquittement du président du Parti nationaliste suisse (PNOS) par le Tribunal de Berthoud, le 8 novembre. Dominic Lüthard était accusé de diffamation et de discrimination raciale. (ATS)

Bâle

Taureau meurtrier

Une paysanne de 29 ans a été attaquée et mortellement blessée par un taureau de près d'une tonne, lundi matin, dans un pâturage de Liestal. (ATS)

«Ma présidence est une reconnaissance pour les Verts»

> **Interview** Maya Graf sera la première écologiste de l'histoire politique suisse à diriger les débats du Conseil national

Maya Graf sera élue présidente du Conseil national le 26 novembre. Un événement historique, puisqu'elle deviendra la première écologiste à accéder à la plus haute fonction politique suisse.

Elue au parlement en 2001, la sémillante Bâloise de 50 ans est devenue populaire à la sortie du film de Jean-Stéphane Bron, *Le Génie helvétique*, en 2003, où on la voit se battre pour imposer un moratoire à la culture d'OGM. Quand elle n'est pas sous la coupole, Maya Graf dirige avec son frère l'exploitation agricole familiale à Sissach (BL), dédiée à la production de viande, de fruits et de légumes bio.

Le Temps: Vous accédez à la présidence du Conseil national, qu'est-ce que cela signifie pour vous?

Maya Graf: Je trouve que le terme français, première citoyenne, est beaucoup plus juste que le mot allemand (littéralement la plus haute citoyenne, ndr) car je considère que, dans notre démocratie, personne n'est au-dessus des autres. Nous avons tous les mêmes droits et devoirs. Cette fonction est un honneur, mais aussi un devoir, car je serai amenée à montrer l'exemple.

– Vous êtes la première écologiste à occuper ce poste, quelle conséquence pour votre parti?

– C'est une reconnaissance du travail effectué par le parti au sein du parlement depuis l'élection du premier Vert, Daniel Brélaz, il y a trente-trois ans. Il était grand temps.

– Qu'est-ce qui a changé pour les Verts en trente-trois ans?

– Nous sommes passés d'un mouvement écologiste, pacifiste, anti-nucléaire, à un parti, représenté aujourd'hui dans les exécutifs de neuf cantons. Le parti est un acteur politique essentiel, porteur de thèmes couramment débattus dans les arènes politiques.

– Comment expliquez-vous les difficultés des Verts, qui ont perdu des sièges aux dernières élections?

– C'est justement au moment où

Maya Graf: «Sans protection des ressources, il n'existe pas d'avenir. Je m'occupe de cela depuis ma jeunesse.» BERNE, 19 NOVEMBRE 2012



nos thèmes de prédilection rencontrent le plus grand succès et conduisent à des décisions que nous sommes les moins récompensés. C'est décevant, mais c'est ce qui arrive souvent aux pionniers. Nous avons gagné des sièges pendant dix ans, à présent nous accusons un léger recul. C'est un signal pour nous positionner plus vigoureusement encore en tant que force tournée vers le futur.

– Comment?

– Nous devons montrer à la population que nous sommes là. C'est le but de nos deux initiatives – pour la sortie du nucléaire et pour une économie verte. Nous devons nous porter garants de l'application de solutions pour l'avenir.

– En tant que présidente, vous ne pourrez plus participer aux débats...

– Oui, la présidente doit représenter l'ensemble du parlement et rester en dehors de la politique

partisane. Je prends ce rôle très au sérieux. Ce ne sera pas difficile, ce n'est qu'une année. Et j'ai pu donner mon opinion pendant vingt-quatre ans! A présent, j'ai une occasion unique de pouvoir observer pendant un an comment fonctionnent les coulisses du parlement, tout en le représentant à l'extérieur.

– Quelles valeurs comptez-vous défendre?

– L'égalité des droits et le respect des minorités. La solidarité envers ceux qui ne sont pas nés avec les mêmes chances, car c'est un devoir de l'Etat. Enfin l'écologie, mon terrain de prédilection. Sans protection des ressources, il n'existe pas d'avenir. Je m'occupe de cela depuis ma jeunesse.

– Comment a débuté votre engagement politique?

– Mon père était politicien, membre de l'UDC, nous avions des débats tous les jours. A 17 ans, j'ai

fondé un groupe écologiste pour sensibiliser la population au recyclage dans mon village.

– Comment a réagi votre père quand vous avez décidé de rejoindre les Verts?

– Mon père n'était pas dans le parti UDC de Blocher, il était rattaché à celui de Berne. Ce n'était pas un extrémiste. A mon arrivée au parlement cantonal, en 1995, nous avons siégé deux ans ensemble. Nous avons des différends, mais nous nous acceptons tels que nous sommes. Comme dans toute famille, nous ne sommes pas toujours unis.

– Que vous a apporté votre sensibilité de paysanne en politique?

– J'ai bénéficié de l'engagement de mon père auprès des paysans. C'est un avantage de pouvoir parler avec les agriculteurs de n'importe quel parti. Je suis acceptée. Cela m'a aidée avant tout avec notre initiative contre les OGM. Nous avons

réussi à réunir les organisations de paysans, les consommateurs, les défenseurs de l'environnement et des politiques de développement au sein d'une alliance. C'était l'un de mes plus grands succès.

– Comment votre famille envisage-t-elle votre nouvelle fonction?

– Ma famille m'a toujours beaucoup protégée, mon mari surtout. Il a diminué son temps de travail pour s'occuper des enfants. A présent, ils sont déjà de jeunes adultes, de 17 et 19 ans.

– Quels privilèges a-t-on en tant que président du Conseil national?

– Je pourrai voyager en limousine, mais en tant que Vert, je l'utiliserai le moins possible!

– Que comptez-vous faire après cette année de présidence?

– Je ne sais pas encore. On ne peut pas planifier en politique. L'essentiel est de rester soi-même.

Propos recueillis par Céline Zünd